



NATIONS
UNIES



CONVENTION-CADRE SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Distr.
GENERALE

FCCC/IDR.1(SUM)/ICE
4 avril 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

RESUME

du

RAPPORT DE L'EXAMEN APPROFONDI DE LA COMMUNICATION NATIONALE

de

L'ISLANDE

(Le texte intégral du rapport (en anglais seulement)
est publié sous la cote FCCC/IDR.1/ICE)

Equipe d'examen :

Naigzy Gebremedhin, Erythrée

Jaan-Mati Punning, Estonie

Clare Breidenich, Etats-Unis d'Amérique

Peer Stiansen, Secrétariat de la Convention-cadre, Coordonnateur

Egalement disponible sur le réseau World Wide Web (<http://www.unfccc.de>)

Résumé ¹

1. L'examen approfondi de la communication nationale de l'Islande, réalisé en septembre et décembre 1996, a été marqué par une visite de l'équipe du 9 au 12 septembre 1996. L'équipe se composait d'experts de l'Erythrée, de l'Estonie et des Etats-Unis d'Amérique. L'Islande a ratifié la Convention du 16 juin 1993, et la communication nationale, attendue pour le 21 septembre 1994, n'est parvenue au secrétariat que le 4 mars 1996. Un autre document de base a été mis à la disposition de l'équipe.

2. L'économie islandaise est largement tributaire de la pêche, mais certaines industries à forte intensité énergétique, s'appuyant sur un patrimoine relativement abondant d'énergie hydraulique, sont également importantes. La consommation d'énergie est élevée et puise, pour deux tiers, dans les sources d'énergie hydraulique et géothermique. Cela vaut notamment pour la quasi-totalité de l'électricité. Les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) représentaient environ 8,5 tonnes par habitant en 1990, soit environ 12 tonnes de moins que la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Deux tiers de ces émissions sont répartis presque uniformément entre les moyens de transport traditionnels et les navires de pêche. L'Islande ne compte guère que 270 000 habitants environ et ne dispose que d'une petite administration qui doit privilégier les tâches nationales et internationales. Le changement climatique représente une priorité élevée, et les réactions s'organisent depuis 1991 dans le cadre d'un effort interministériel, avec divers groupes de travail. L'Islande s'est fixé pour objectif de stabiliser, d'ici à l'an 2000, ses émissions de gaz à effet de serre à leur niveau de 1990. Les développements futurs de l'industrie à forte intensité énergétique et à vocation exportatrice ne seront pas liés à cet objectif. La dégradation continue de la végétation et l'érosion incessante des sols constituent actuellement le plus grave problème environnemental de l'Islande.

3. Sur la base des potentiels de réchauffement de la planète établis en 1994 par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les émissions des gaz à effet de serre en 1990 sont à classer dans l'ordre d'importance suivant : CO₂, 67 %; CH₄, 18 %; N₂O, 6 %; et les autres gaz (hydrocarbures perfluorés (PFC) provenant des procédés industriels), environ 9 %. La part des émissions d'origine industrielle (CO₂ et PFC) est particulièrement élevée. L'équipe s'est vu remettre les chiffres révisés pour 1990 ainsi que les données pour 1990-1995. Ils sont fondés sur les directives du GIEC et présentés de manière à en permettre une compréhension immédiate et à mettre en relief les secteurs nécessitant une amélioration. La situation en ce qui concerne aussi bien le changement dans l'utilisation des sols que la foresterie n'était pas suffisamment claire pour permettre de déterminer s'il existe un puits net d'absorption ou une source, ou de fournir des chiffres. Seul 1 % environ du territoire est actuellement recouvert de forêts. Les émissions de gaz autres que le CO₂ sont relativement incertaines,

¹Conformément à la décision 2/CP.1 de la Conférence des Parties, le texte intégral du présent projet de rapport a été communiqué au Gouvernement islandais, qui n'a fait aucune observation.

et l'équipe en a déduit qu'il y avait lieu éventuellement de réviser nettement à la baisse l'estimation d'oxyde nitreux. En revanche, les estimations des émissions de méthane pour les années après 1990 sont plus sûres, car on connaît mieux les conditions de décharge. L'équipe a également noté les efforts de l'Islande pour élaborer une méthodologie de calcul des émissions de CO₂ liées à l'utilisation de sources d'énergie thermique.

4. Le Gouvernement a approuvé un plan d'action sur le changement climatique en octobre 1995. La communication nationale décrit plus souvent les mesures envisagées que les mesures mises en oeuvre, et l'équipe a noté les progrès réalisés dans la mise en place d'un cadre institutionnel et dans la mise en oeuvre de certaines mesures concrètes. Ces progrès ont été possibles grâce aux activités déployées pendant de nombreuses années, et l'équipe a noté en particulier les efforts visant à utiliser les formes d'énergie renouvelables. Elle a constaté, au vu de la proportion relativement faible de formes d'énergie renouvelables dans l'approvisionnement énergétique, que nombre de mesures appliquées dans les autres pays pour réduire la consommation d'énergie n'auraient pas d'impact majeur sur le niveau d'émission de CO₂ en Islande. Il existe encore quelques perspectives techniques de réduction des émissions de CO₂ provenant de l'utilisation de sources de combustion fixes, notamment par l'adoption de dispositions spéciales en faveur de l'électricité en tant qu'énergie de remplacement dans l'industrie et sur les navires de pêche à quai. Dans le secteur des transports, des initiatives sont prises au niveau des collectivités locales pour l'aménagement du territoire et les transports en commun. Des taxes généralisées sur le carbone sont à l'étude, et il est prévu de convertir la taxe sur l'achat d'automobiles en taxe sur leur utilisation. Un groupe de travail sur les émissions provenant du secteur de la pêche a été créé en septembre 1996.

5. Le Gouvernement est en train d'élaborer un plan directeur d'aménagement du territoire dont le principal objectif est d'enrayer l'érosion des sols. Il existe un programme pour piéger 100 000 tonnes de carbone chaque année par la restauration du couvert végétal et par le reboisement. Mais des efforts supplémentaires seront nécessaires si l'on veut atteindre l'objectif fixé pour l'an 2000. C'est un domaine où le bénévolat joue un rôle important. Le Gouvernement entend réduire les flux de déchets de 50 %, et les pratiques de gestion des déchets dans la région de Reykjavik se sont déjà améliorées au cours des dix dernières années. Depuis la fin de 1996, il a été procédé à l'enlèvement du biogaz émanant de la plus grande décharge, une mesure qui devrait, à elle seule, réduire de 10 à 15 % le niveau national des émissions de méthane. L'équipe a noté en particulier les efforts déployés par l'industrie de l'aluminium, qui a réduit les émissions de PFC de 80 % depuis 1990, et le remplacement partiel du charbon par du bois de rebut dans l'industrie du ferrosilicium. Il n'a pas été possible de se procurer une estimation globale des effets de ces mesures.

6. La communication contient des projections pour tous les gaz directs et indirects à effet de serre, à l'exception du changement dans l'utilisation des sols et de la foresterie, et l'équipe a estimé qu'aussi bien les méthodes que les hypothèses étaient raisonnables. Ces projections avaient été révisées avant la visite de l'équipe. Les émissions de CO₂ ont en fait augmenté de 6 % entre 1990 et 1995, et pourraient croître de 14 % d'ici l'an 2000, compte tenu

des décisions prises et des mesures mises en oeuvre, le principal facteur étant les moyens de transport, notamment les navires de pêche. D'autres développements industriels pourraient encore accroître considérablement les émissions, sans toutefois compromettre la réalisation de l'objectif national, ce type d'émission n'étant pas assimilé à la "consommation nationale". Les émissions de méthane ont diminué de 9 % et pourraient diminuer encore plus, compte tenu notamment de l'évolution de la situation dans le secteur des déchets. L'oxyde nitreux restera un faible constituant des émissions islandaises. Même si la production d'aluminium augmente, les émissions de PFC devraient rester nettement en-dessous de leur niveau de 1990. Cependant, en l'an 2000, les émissions d'hydrofluorocarbures (HFC) pourraient représenter 3 à 4 %, voire davantage, du total des émissions de gaz à effet de serre, selon le rythme d'élimination des chlorofluorocarbures (CFC) utilisés dans la flotte de pêche. Avec les mesures actuelles, les émissions de tous les gaz à effet de serre pourraient augmenter de 6 % d'ici à l'an 2000, sans nouvelle poussée de croissance dans l'industrie à forte intensité énergétique. Ainsi, l'objectif de stabilisation nécessitera très probablement la mise en oeuvre rapide et efficace d'autres mesures.

7. Les effets du changement climatique sur l'Islande sont très incertains, la nature d'un tel changement étant elle-même incertaine. Même un refroidissement n'est pas improbable. L'économie de l'Islande est très vulnérable aux variations des conditions de pêche que pourraient éventuellement induire d'infimes changements climatiques. L'agriculture est également considérée comme vulnérable. Il n'y a pas de mesures spécifiques d'adaptation, mais le pays est habitué à une grande variabilité naturelle. Etant donné ses faibles ressources, l'Islande compte beaucoup sur la recherche-développement internationale, à laquelle elle participe beaucoup. Le pourcentage du produit national brut (PNB) consacré à cette fin est relativement faible. Le pays a un service météorologique et un réseau de stations de surveillance bien développés.

8. L'Islande ne participe pas au Fonds pour l'environnement mondial. En 1994, l'aide publique au développement a représenté 0,1 % du PNB, et il existe certains projets bilatéraux s'inscrivant dans l'esprit de la Convention, notamment sur l'utilisation de l'énergie géothermique. L'équipe a également noté le rôle joué par l'Islande en ce qui concerne l'accueil et le financement du programme des Nations Unies sur l'énergie géothermique. Certains efforts ont été entrepris dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public, que ce soit à travers les médias ou en tenant des informations à la disposition des écoles. La coopération avec les organisations non gouvernementales est également considérée comme un facteur de sensibilisation du public.
